

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
DELPHARM à Saint-Rémy-sur-Avre,
Code AIOT : 0010004799**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1, L. 514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

Vu l'arrêté d'autorisation du 30 juillet 1957 délivré à la société ABBOTT pour l'implantation des ateliers de fabrication de produits chimiques spécialement à usage pharmaceutique ;

Vu l'arrêté complémentaire du 26 novembre 1976 délivré à la société Française des Laboratoires ABBOTT pour l'évacuation des eaux résiduelles (abrogé par arrêté préfectoral n°369 du 7 février 1992) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

Vu le récépissé de déclaration n°42/76 du 5 mai 1976 pour les rubriques 33 bis (compresseurs d'air), 89 (atelier de broyage de produits minéraux ou organiques) et 153 bis (installations de combustion) ;

Vu le récépissé de déclaration n°86/702 du 13 octobre 1986 délivré au nom de la société Française des Laboratoires ABBOTT pour la rubrique 273 bis 2 (fabrication de médicament) ;

Vu le récépissé de déclaration n°87/583 du 11 juin 1987 délivré au nom des Laboratoires ABBOTT pour la rubrique 183 ter 2 (entrepôts couverts pour dépôt de produits dangereux) ;

Vu le récépissé de déclaration n°15/92 du 12 mars 1992 délivré au nom de la société Française des Laboratoires ABBOTT pour les rubriques 3-1 (atelier de charge d'accumulateurs) et 361-A2 (installations de réfrigération) ;

Vu le récépissé de déclaration n°58/95 du 22 septembre 1995 délivré au nom de la société ABBOTT FRANCE pour la rubrique 1175-2 (emploi de liquides organohalogénés) ;

Vu le récépissé de déclaration n°2005-044 du 16 septembre 2005 délivré au nom de la société ABBOTT FRANCE pour la rubrique 1510-2 (stockage de matières combustibles dans un entrepôt couvert, pour 2 magasins de stockage) ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 20 février 2007 au profit de la société FAMAR L'AIGLE ;

Vu l'arrêté complémentaire du 24 janvier 2011 délivré à la société FAMAR pour la surveillance des rejets de substances dangereuses de l'établissement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2012 autorisant la société FAMAR à poursuivre et étendre ses activités de fabrication de produits pharmaceutiques sur le territoire de la commune de Saint-Rémy-sur-Avre, à l'adresse suivante : 4 Rue de l'Isle – BP 103 – 28 380 Saint-Rémy-sur-Avre ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant du 18 novembre 2019 au profit du groupe DELPHARM ;

Vu les rapports faisant suite aux visites d'inspection du 3 novembre 2015, du 25 octobre 2018 et du 30 juillet 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire modifiant les conditions d'exploitation de l'établissement situé à Saint-Rémy-sur-Avre de la société DELPHARM du 4 novembre 2020, et notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, relatif à l'inspection menée le 25 novembre 2024, et transmis à l'exploitant par courrier du 20 décembre 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 8 janvier 2025 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu le courrier de l'exploitant reçu le 28 janvier 2025 en réponse au projet de mise en demeure ;

Considérant que lors de la visite en date du 25 novembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- Absence de transmission de l'étude technico-économique sur les possibilités de réduction de la pollution aqueuse et sur les moyens garantissant le respect des Valeurs Limites d'Emission en température, phénol et cadmium fixées à l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2012 susvisé ;
- Les analyses des rejets d'eaux résiduelles industrielles montrent des dépassements réguliers des valeurs limites en température ;
- Absence de transmission de l'étude technico-économique présentant les solutions sur les modes de captation et de traitement à mettre en place afin de réduire les émissions diffuses de COV et de respecter les VLE des rejets

atmosphériques fixées à l'article 30 – 36° de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2012 susvisé ;

- Le flux annuel des émissions diffuses (liées principalement aux procédés de nettoyage) dépasse 20 % de la quantité de solvant utilisés.

Considérant qu'il résulte du non-respect des valeurs limites des rejets aqueux un risque pour l'environnement ;

Considérant qu'il résulte du non-respect des valeurs limites en COV dans les rejets atmosphériques un risque d'impact sur les populations environnantes (irritations pulmonaires, gêne respiratoire) et sur l'environnement (création avec les composés gazeux de l'air de composés secondaires dangereux ou contribution à l'effet de serre) ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DELPHARM de respecter les prescriptions des articles 4 et 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 novembre 2020 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture d'Eure-et-Loir.

ARRÊTE

Article 1 – La société DELPHARM, exploitant une installation de fabrication de produits pharmaceutiques sur le territoire de la commune de Saint-Rémy-sur-Avre, à l'adresse suivante : 4 Rue de l'Isle – BP 103 – 28 380 Saint-Rémy-sur-Avre, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4 et 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 novembre 2020 susvisé, en transmettant à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté** :

- l'étude technico-économique sur les possibilités de réduction de la pollution aqueuse et sur les moyens garantissant le respect des Valeurs Limites d'Emission en température, phénol et cadmium fixées à l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2012

- l'étude technico-économique présentant les solutions sur les modes de captation et de traitement à mettre en place afin de réduire les émissions diffuses de COV et de respecter les VLE des rejets atmosphériques fixées à l'article 30 – 36° de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 2012

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pour une durée de 5 ans.

Article 3 – Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télé-recours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux auprès du Préfet ou hiérarchique auprès du Ministre compétent qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours (excepté le télé-recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 4 – Notifications

- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant. Il est publié sur le site internet de la préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de 2 mois.
- 2) Une copie de l'arrêté sera envoyée à Monsieur le Sous-Préfet de Dreux, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire et à Monsieur le Maire de la commune de Saint-Rémy-sur-Avre.

Article 5 – Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Chartres, le

06 FEV. 2025

Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale


Agnès BONJEAN